

Les subsides

Ce qui arrive aussi, je pense, avec le discours de la députée que j'ai écouté attentivement, il faut dire que lorsque j'ai été élu en 1984, en commençant, j'ai travaillé au Comité des transports, et je respecte beaucoup la députée de Saint-Michel—Ahuntsic (M^{me} Killens) qui est assise de l'autre côté de la Chambre.

Mais en plus, monsieur le Président, si je pouvais faire certaines remarques, peu importe, et je ne voudrais jamais m'abaisser à faire de la basse politique... Mais ce qui avait aidé la députée, ce qu'elle a annoncé, c'est que nous, en 1984, comme gouvernement, nous avons un déficit de plus de deux milliards de dollars. Ce que son parti a fait pendant 22 ans, de 1962 à 1984, c'est une chose à considérer par la Chambre.

[Traduction]

Comme je l'ai mentionné, je ne veux pas attaquer ma collègue parce qu'elle est très gentille, mais je m'oppose à ses politiques. Un déficit de 200 millions, c'est quelque chose! Que faisons-nous pour les retraités? Je peux dire que, dans ma circonscription, nous avons accordé la priorité aux logements à loyer modique, bien qu'il n'y en ait pas assez. L'argent ne tombe quand même pas du ciel. Il doit venir des contribuables. Lorsque nous augmentons les impôts, les contribuables se plaignent de trop payer pour les personnes âgées.

[Français]

Mais, monsieur le Président, le parti progressiste conservateur avait toujours à cœur le mieux-être de nos personnes âgées. C'est cela que je fais chez moi. C'est cela qu'on va continuer à faire. Mais il est difficile en même temps, lorsque vous avez un montant d'argent limité, c'est comme... Je m'excuse, monsieur le Président, de passer l'annonce ici en public, savoir que ma femme est partie avec ma carte de crédit cet après-midi, mais elle est «surchargée», ce qui fait que ma femme ne dépensera pas un cent. C'est cela qu'on ne voulait pas et c'est cela qu'on avait dit en 1984.

[Traduction]

Nous avons dit en 1984 que nous assainirions les finances au gouvernement. Nous avons aidé les aînés. Ceux qui habitent chez eux ont accès à tous les députés, quelle que soit leur allégeance politique, mais particulièrement aux conservateurs.

Je respecte la députée et j'hésite à la critiquer pour son discours politique à saveur libérale. Nous faisons avancer le dossier des logements indiens et il y aura d'autres annonces.

Les électeurs que la députée représente aujourd'hui se demandent sans doute où sont passés les 200 milliards de dollars libéraux.

[Français]

Mme Killens: Monsieur le Président, mon ami de Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine (M. Gray) a raison de dire que nous sommes des amis de longue date. J'ose espérer que j'ai beaucoup d'amis dans cette Chambre et je ne crois pas trop me tromper. Mais, vous savez, les gens qui me connaissent bien décrivent ma personnalité comme étant une main de fer dans un gant de velours.

Une voix: C'est cela.

Mme Killens: Parce que je suis très forte quand je crois en quelque chose. Maintenant, en ce qui touche la motivation, j'aurais fait le même discours si cela avait été, je pense, nous les libéraux qui aurions fait les mêmes erreurs. Je vais vous

dire pourquoi. C'est une question de justice pour moi. Alors c'est pour cela que mon discours avait peut-être l'air d'un discours partisan, mais dans le fond ce n'est pas cela, je ne suis pas bâtie comme cela. Je suis une très mauvaise politicienne, je suis meilleure administratrice que politicienne. Vous voyez, quand j'ai eu des sentiments à exprimer aujourd'hui, je les ai exprimés de cette façon. C'est que je connais le dossier du logement grâce à l'aide que m'a accordée mon personnel de bureau aussi, parce que l'on sait tous ici que nous sommes polyvalents et que nous avons beaucoup de travail. Alors, j'ai appris beaucoup de choses parce qu'elles ont été portées à mon attention.

Maintenant, je voudrais faire quelques remarques au sujet des personnes autochtones de notre pays. Vous n'êtes pas sans savoir que depuis la Loi C-31, nous avons 60 000 demandes en attente, qui proviennent en majorité de femmes et d'enfants qui veulent retourner sur les réserves indiennes, ce qui a pour effet que, la situation étant aussi grave qu'elle l'est, on ne peut pas les réintégrer et elles sont toujours en deuxième sur la liste d'attente. Il faut commencer par servir les gens qui sont déjà sur la réserve, qui sont très mal servis et qui ont un taux de mortalité très élevé. Alors c'est là qu'il faut commencer, et encore une fois on se demande pourquoi la Loi C-31 a été adoptée sans avoir les outils pour la mettre en application. Et c'est pour ces raisons que je blâme le gouvernement actuel, et je dois vous assurer que j'aurais fait la même chose pour mon propre gouvernement.

M. Gauthier: Monsieur le Président, je voudrais féliciter ma collègue de Saint-Michel—Ahuntsic pour un discours fort bien appuyé par de solides recherches et des commentaires appropriés. Si le député de l'autre côté veut avoir la parole, je lui recommanderais de prendre sa place et de poser des questions en bonne et due forme. Mais s'il veut m'écouter, je vais lui dire pourquoi, nous du parti de l'Opposition officielle, le parti libéral, croyons que ce gouvernement devrait être remplacé, et je vais utiliser l'argument principal du député de Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine (M. Gray), à savoir que:

[Traduction]

Je conviens avec le député que l'argent ne tombe pas du ciel. Mais pourquoi le gouvernement fait-il payer aux Canadiens autant d'impôts depuis son arrivée au pouvoir? Dites-nous pourquoi vous avez augmenté les impôts des particuliers, désindexé les tranches d'imposition, cherché à désindexer les pensions de vieillesse et augmenté le fardeau fiscal des Canadiens.

J'ai en main un document officiel indiquant que, depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, la taxe d'accise sur l'essence a grimpé de 5c. le litre, les impôts des particuliers ont augmenté de 68 p. 100 ou 29,3 milliards de dollars et les impôts des sociétés ont subi une hausse de 28 p. 100 soit 2 milliards—je me réfère au dernier budget—, bien que 60 000 sociétés rentables ne payent toujours pas d'impôts.

Les conservateurs là-bas critiquent ma collègue parce qu'elle a accusé le gouvernement de n'avoir rien fait pour offrir des logements à des prix abordables. En fait, le logement est le cadet de vos soucis.

Le député pourra me répondre lorsqu'il en aura l'occasion. Pour l'instant, je demande à ma collègue si elle est d'accord avec moi. Je demande l'aide de mes collègues de l'Est. Savent-